

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Intervention de Gérard Filoche au BN du PS de mardi 5
novembre :

Qu'est ce qui se passe en Bretagne et ailleurs ?

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : lundi 11 novembre 2013

Démocratie & Socialisme

ANI de « sécurisation de l'emploi » ? 1 017 plans sociaux en un an...

Oui, Guillaume Balas, Patrick Hardouin, Marie-Noëlle Lienemann qui ont parlé avant moi, ont raison. On ne va pas se répéter.

Oui, ce sont les grosses entreprises, le CAC 40, qui nous font échouer et qui coulent les PME de Bretagne et d'ailleurs. Oui, Malek Boutih, on a, en France 1 000 entreprises de plus de 1 000 salariés, qui font travailler 3,5 millions des salariés, et qui produisent 48 % du PIB. Tout est là. Ils sabotent et ne produisent qu'à 70 % de leurs capacités productives. Ils préfèrent la finance à l'emploi. Ça rapporte plus pour eux de spéculer que d'embaucher.

En dessous, les PME sont dépendantes. Une PME sur 2 n'a qu'un seul donneur d'ordre. Et quand la marge ne paraît plus suffisante au donneur d'ordre, il ferme et va placer ses finances ailleurs. C'est ce qui arrive dans la vague de plans sociaux en Bretagne, les boîtes qui ferment ce sont des grands groupes, les grandes chaînes comme Sanders, qui les font fermer. Même si elles sont viables ! Même si elles font du profit ! Ce sont des rapaces, ils veulent de plus en plus de marges ! Il n'y a pas qu'en Bretagne, c'est partout, regardez La Redoute, Sanofi...

Car ces grands groupes nous font la guerre. Ils font la guerre à la gauche. Ils travaillent au retour de Copé qui leur donnera beaucoup plus que nous, qui promet par ordonnance en six mois de leur donner tout ce qu'ils veulent.

Et nous, il faut arrêter de faire tous ces cadeaux au Medef. Ça ne sert à rien, le Medef lui, ne nous fait pas de cadeau.

On lui donne 20 milliards de CICE, il encaisse, en réclame 100 milliards et nous déstabilise autant qu'il peut.

« 1000 plans sociaux » en un an titre *Le Monde*. À quoi ça servait de faire l'ANI et d'en faire une loi dite de « sécurisation de l'emploi » ? On a sécurisé quoi ? Doux ? Gad ? Marine Harvest ? Tilly-Sabco ? Alcatel Lucent ? Au contraire les patrons se ruent sur les nouvelles facilités pour accroître, accélérer, multiplier les plans sociaux, faire des plans de mutations internes forcées, baisser les salaires, moduler les horaires. Même *Le Monde* le reconnaît ce soir : « L'hémorragie a repris. Petroplus, PSA ou Arcelor Mittal ont démontré l'impuissance de l'État à inverser la tendance ». « Force est de constater que la loi du 14 juin...relative à la sécurisation de l'emploi...produit peu de fruits » développe *Le Monde*.

Or c'est faux, on n'est pas impuissants, c'est nous qui nous sommes privés d'une loi pour contrôler les licenciements, et pire qui les avons facilité ! L'ANI nous coule ! C'était pour amadouer le Medef mais c'est en vain ! Ce ne sont pas nos alliés mais nos ennemis irréductibles. Et on y perd la confiance de nos amis les salariés, qui nous ont élu ! Malek, t'as raison, on y perd sur les deux terrains, les patrons nous combattent, les salariés nous engueulent. Des millions de gens sont désespérés et désespèrent de nous, de la gauche, des socialistes.

On ne va pas encore aussi faire des cadeaux au Medef, en cassant l'inspection du travail comme c'est en train de se faire, non ? J'en ai parlé la semaine dernière et à la télé avec Karine Berger, mais comment peut-on faire ça, cette réforme est indéfendable sauf pour plaire au Medef.

On ne va pas non plus continuer à faire traîner l'amnistie des syndicalistes toujours pour faire plaisir au Medef ? Comment ça se justifie ? Il y a aujourd'hui à Roanne, une grande manifestation pour l'amnistie des syndicalistes. Qu'est ce qu'ils avaient fait ? Cassé trois meubles à cent sous ? Et ils ont été arrêtés, maltraités, condamnés. En ce moment, des portiques à un million d'euros se font casser partout, une sous-préfecture est envahie, des

manifestations violentes nombreuses ont eu lieu. On ne fait rien. On apaise. Évidemment qu'on ne poursuit pas les manifestant bretons. On a raison de chercher à discuter. Car il faut entendre le pourquoi de cette violence chez ceux qui perdent leur emploi, leur salaire, leur retraite. Pas un jour sans qu'on n'entende sur les télévisions et les radios, les salariés, les chômeurs, les pauvres dire « *je n'en peux plus, je ne supporte plus* ».

On ne va pas non plus encore faire un cadeau au Medef, rassurez moi, en autorisant le travail le dimanche ? Parce que le gouvernement a reçu les fraudeurs ! Il faut être patron et fraudeur pour être reçu par le gouvernement, priorité aux poussins, pigeons, rapaces ? Casser des portiques, brûler des cageots, barrer des routes, mais si des salariés font ça à Michelin, PSA, ils ont les CRS et ils ne sont pas entendus ?

Ça va venir le travail le dimanche, il y a un rapport qui se prépare et je n'aimerais pas qu'on entende encore qu'on cède du mauvais côté ! Ça n'a rien d'économique l'ouverture le dimanche. C'est totalement idéologique. C'est pour flexibiliser, casser les horaires, casser les 35 h, déréguler. Ça ne rapportera pas un sou, encore moins un emploi ! Les porte-monnaie ne sont pas extensibles, surtout dans la crise actuelle avec les salaires bloqués ! Ce qui est vendu le dimanche ne le sera pas le lundi. Un emploi du dimanche c'est un chômeur de plus le lundi. Les chaînes de la grande distribution ouvertes le dimanche, c'est des femmes pauvres et précaires qui travailleront sans voir leurs enfants ce jour là. C'est des étudiants qui y viendront comme à Mac Donald en turn over, une courte période de leurs vies, tandis que 4 millions de salariés seront astreints à des boulots ingrats (et perdront leurs primes « exceptionnelles » dès que l'ouverture du dimanche sera banalisée). Pendant ce temps là 30 000 emplois seront perdus dans le petit commerce. Et ça cassera l'indispensable jour de repos commun, social, familial, culturel, associatif, sportif ou même religieux. Ça sera du vandalisme social, ça remplacera la civilisation du loisir par celle du caddy. Le gouvernement a nommé Jean-Paul Bailly, l'ex PDG de l'ex Poste publique, pour faire un rapport dont on peut craindre le pire. Va-t-on céder encore ? Va-t-on avoir la mauvaise nouvelle bientôt ? Parce que d'un point de vue de gauche, des bonnes nouvelles, y'en a pas beaucoup.

Et pour revenir à l'écotaxe. Je suis content de voir que cette semaine on s'en est pris à l'escroquerie de l'écomouv' dont je parlais la dernière fois. Ce PPP « partenariat public privé » (*sic*) (Benetton, Goldman Sachs et cie) nous volait 440 millions pour collecter 1,2 milliard. Une honte. Bien sûr que tous ces portiques doivent être abattus ! Ils n'auraient jamais dû être montés ! Je me permets de répéter qu'il est possible quand même de lutter contre le tout camion et de trouver de l'argent pour le ferroviaire ! Oui, on peut imposer ce choix économique et écologique ! En taxant les camions au kilomètre, selon la taille des camions et la taille des entreprises de camionnage. C'est facile. Cela peut être rapide. Il faudrait qu'on ne reste pas en panne, qu'on dise ce qu'on veut, où on va... comment on remplace une mauvaise histoire de l'UMP par un devoir écologique accompli correctement.